L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX :- Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS VENDREDI MATIN, 2 JUILLET 1875. 48me Année.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.
VENDREDI MATIN, 2 JUILLET.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par Placido J. Spear, au No 107 rue Bienville, coin St-André, beaux meubles, mobilier etc.

Par O. Valeton, coin Vieille Levée et Conti, fonds d'un magasin de épiceries.

Le chemin de fer projeté d'Alexandrie à Marshall.

Quelques explications nous semblent nécessaires pour faire comprendre à nos lecteurs les raisons qui ont fait adopter le chemin de fer projeté d'Alexandrie à Marshall, Texas, par Mansfield, de préférence aux autres lignes proposées.

Les premiers efforts ont eu pour but de continuer le chemin commencé de la Nouvelle-Orléans au Texas et arrêté à Donaldsonville. Mais, d'une part, la propriété de cette tête de ligne était disputée entre divers intéressés, dont il était impossible de concilier les droits et qui avaient la prétention de conserver le contrôle de la ligne. Il fallait, en outre, pour achever le chemin de Donaldsonville au Texas, des capitaux considérables qu'on ne pouvait trouver à la Nouvelle-Orléans dans les circonstances présentes. On dut donc renoncer à s'entendre avec ceux qui avaient d'excessives prétentions compliquées de réclamations de l'Etat, et les efforts se tournèrent d'un autre côté.

Sans cesser de se préoccuper de compléter, dans l'avenir, nos voies de communications ferrées avec le Texas, les personnes qui étudiaient la question sous ses diverses faces, pensèrent qu'il était possible, avec un faible capital, de trouver les moyens de regagner, dans un délai assez court, le commerce perdu du Nord-Ouest de la Louisiane et du Nord du Texas.

Les difficultés de la navigation de la rivière Rouge avaient été la principale cause qui avait détourné de nous ce commerce le jour où des voies ferrées étaient venues mettre cette région en communication rapide avec d'autres grandes villes. Or, cette difficulté de navigation commence au dessus de la ville d'Alexandrie, point où les bateaux à vapeur peuvent toujours arriver facilement. Cette réflexion a fait naître l'idée de relier la ville d'Alexandrie au Texas par un tronçon de ligne qui, plus tard, pourrait être complété jusqu'à la Nouvelle-Orléans.

Il est évident que si la compagnie dite de Chattanooga, au lieu de dépenser ses ressources à faire une tête de ligne de la Nouvelle-Orléans à Donaldsonville, qui, isolée, ne pouvait couvrir les frais d'exploitation, les eût employées à construire la fin de la ligne, du Texas à Alexandrie où à tout autre point accessible à la navigation, elle eût pu réaliser de suite sur cette section des bénéfices qui lui eussent permis d'obtenir le crédit nécessaire pour achever la ligne.

C'est le cas de dire que dans une affaire de ce genre, il vaut mieux commencer par la fin que par le commencement. La section de chemin, qui relèvera Marshall à Alexandrie, ne desservira pas seulement les paroisses louisianaises qu'elle doit traverser, elle se reliera à Marshall avec une ligne texienne, de rattachant au réseau des chemins de fer de cet Etat et elle aura ainsi un service de transit considérable, attiré par le bon marché du fret entre Marshall et la Nouvelle-Orléans par une voie mixte de terre et d'eau.

Plus tard, lorsque les circonstances le permettront, la ligne pourra être continuée jusqu'à la Nouvelle-Orléans ou rattachée à l'une des deux têtes de ligne déjà existantes, celle de Donaldsonville, ou mieux encore celle de Morgan qui étant déjà mise à jusqu'aux Opelousas, pourrait être poussée jusqu'à Alexandrie en traversant toute la riche région des paroisses Atakapiennes.

En limitant le projet actuel à la section d'Alexandrie à Marshall, les organisateurs de l'entreprise ne sont proposé de réaliser, dans le court espace d'une année, une voie de communication mixte, mais sûre et sans obstacle, avec le Nord de la Louisiane et le Texas, et bâtie avec un capital assez modeste pour qu'il soit permis de l'obtenir à la Nouvelle-Orléans même. Le projet a, par cela même, l'avantage de donner le contrôle absolu de la ligne à des souscripteurs locaux et d'empêcher ainsi que les intérêts de notre place soient sacrifiés à ceux de quelques grandes associations de chemins de fer par des combinaisons dont il n'y a eu que trop d'exemples.

La somme que la direction demande aux habitants de la Nouvelle-Orléans en souscriptions est très minime, $150,000 seulement. Il ne sera pas émis d'autres actions, de sorte que les souscripteurs primitifs conserveront seuls la direction des affaires de la Compagnie.

Cette somme doit être versée en juillet, août et septembre et elle doit servir à construire une première fraction du chemin. Les paroisses que traverse la ligne ont promis leur concours matériel sous toutes les formes, et le conseil de direction compte avoir le travail et les matériaux à un bon marché exceptionnel. Avec la somme ci-dessus indiquée, ils ont calculé pouvoir achever la voie non ferrée jusqu'à une distance de 25 milles. Il sera alors émis des Bons garantis par toute la ligne et que la plupart de ceux qui ont l'intention de souscrire ont promis de prendre en sommes assez libérales.

Les Bons seront de $100, $500 et $1000, auront 30 ans à courir et porteront un intérêt payable semi-annuellement à partir de l'achèvement de la route.

Nous ne faisons qu'indiquer les principaux traits de la combinaison qui a été étudiée et approuvée par un grand nombre de nos hommes d'affaires les plus connus. Des explications plus amples seront d'ailleurs données aux personnes qui en désireront, par les directeurs dont nous avons publié la liste et qui sont chargés de recueillir des souscriptions. Aussitôt que la somme de $150,000 aura été souscrite, la première section de 60 milles, d'Alexandrie à Natchitoches, sera donnée à construire par contrat et on compte qu'elle sera achevée et pourra être mise en opération le 1er janvier prochain, tandis que la ligne entière pourra être au service actif en septembre 1876.

DÉPARTS POUR L'EUROPE.—Nous lisons dans le *Messager Franco-Américain* du 28 juin :

Les sept steamers qui sont partis samedi dernier, pour l'Europe, avaient à bord un nombre respectable encore de passagers de cabine.

Comme d'habitude, le vapeur de la Compagnie transatlantique, la *France*, avait à lui seul presque autant de voyageurs que les six autres.

Nous trouvons dans la liste des passagers partis sur la *France* les noms suivants des voyageurs de la Nouvelle-Orléans.

MM Marmiche, M et Mme E H de la Grange, M E Molinà, M A Bourgeau, M V Maignan, A Delpit, Mme Amélie Renard, Mlles Eugénie et Amélie Bonnet, Mlle A Dulie, M et Mme L F Sénéré, M Bochet, M S V Fontaine, M Auguste Bohu, M Léon Pierre, MM Jacinto Benoi, Pierre Barbier, Louis Terrebonne, A Vigue, Joseph Leblanc, Joseph Casagrande, Joseph Petré, Joseph Blachère, M J Gattinor, M A Sheze, Mme Benedictine Liegier, Mlle Fanny Liegier.

MEUBLES! MEUBLES! !—Allez chez M. Jos. B. Hubbard si vous voulez des meubles à bon marché. Meubles de salon, meubles de salle à manger, meubles de chambre à coucher, vous pourrez les choisir dans son vaste et magnifique assortiment. Il y en a de riches, il y en a de simples, mais tous sont fabriqués avec le plus grand soin, et tous se vendent à des prix réduits.

— Don Spavento a reconnu cet mot profond de M. Prudhomme :

M. Prudhomme a parfois de bien sinistres définitions.

Hier, sur le boulevard, il est rencontré vers six heures par un ami qui lui offre de prendre l'absinthe.

—L'absinthe et moi, nous ne passerons jamais par le même gosier !

—Pourquoi ?

—L'absinthe est l'apéritif des invités de la mort !...

Un grand mouvement international.

Nous parlions dans un de nos derniers numéros des relations qui pourraient bientôt s'établir entre les granges américaines qui représentent les producteurs agricoles du Sud et de l'Ouest et les producteurs manufacturiers en Angleterre, constituée en sociétés de coopération. Des informations, qui nous sont obligeamment communiquées par un de nos plus éminents concitoyens, confirment nos espérances à ce sujet.

La compagnie, formée à Londres sous le nom de "Mississippi Valley Trading Company," et qui a une succursale à la Nouvelle-Orléans, a servi de lien entre les producteurs agricoles d'Amérique et les producteurs manufacturiers d'Angleterre.

Un Congrès des sociétés coopératives anglaises s'était réuni dernièrement, le directeur de la succursale de la Nouvelle-Orléans, le docteur Worrall, a développé devant cette assemblée ses idées sur les moyens d'inaugurer pratiquement un grand mouvement d'échange entre les deux pays.

Les principaux journaux de Londres, le *Times*, le *News*, le *Standard*, le *Telegraph* ont accueilli avec faveur le projet qui a été l'objet d'une discussion approfondie à la suite de laquelle la résolution suivante a été adoptée.

Résolu que ce Congrès est d'avis que le moment est venu d'inaugurer un système d'échange international entre les sociétés de coopération anglaises et celles de la Vallée du Mississippi, et qu'il recommande que le plan proposé, qui doit être mis à exécution par la compagnie "Mississippi Valley Trading Company," reçoive l'appui de cette Union.

Encouragée par l'accueil fait à son plan par un Congrès composé des délégués de sociétés qui ne comptent pas moins de 500,000 membres, la Compagnie a décidé de porter son capital à vingt-cinq millions de dollars. La première somme de $500,000 nécessaire pour commencer les opérations ayant été placée, le Conseil de Direction a désigné une députation chargée de se rendre dans la Vallée du Mississippi pour examiner le pays et inaugurer la mise en opération de la première succursale.

La délégation a été choisie en vue de l'importance de son mandat et l'on assure qu'elle se compose d'hommes de valeur et d'intelligence. Elle doit arriver à la Nouvelle-Orléans du 10 au 12 juillet et elle se mettra en rapports avec les représentants de tous nos grands intérêts agricoles, industriels et commerciaux.

Il conviendrait, ce nous semble, de faire à cette délégation une réception en rapport avec son caractère et propre à donner aux délégués anglais une haute idée de l'intérêt que nous attachons à la réalisation du mouvement qu'ils viennent inaugurer. La Chambre de Commerce, la Bourse des Marchands, la Bourse au Coton et les autres grandes corporations devraient s'entendre pour préparer cette réception et pour faciliter à la délégation l'accomplissement de sa mission en ce qui concerne la Louisiane et la Nouvelle-Orléans.

Les explications qui seront échangées à cette occasion, nous feront connaître les détails du plan projeté pour une première application des idées d'échange. Nous tiendrons nos lecteurs au courant de tout ce qui se rattachera à cette entreprise.

COMITÉ DE SECOURS
pour les victimes des inondations en France

Le comité s'est réuni hier à sept heures et a nommé un comité exécutif de sept membres qui seront adjoints au président, au trésorier et au secrétaire pour s'occuper des affaires courantes. Ce comité se compose de MM. E. Mérill, F. Tujague, J. Sègasse, J. Desca, A. Alciator, St Cyr Fourcade et M. Vergniolle.

Le comité a décidé qu'une adresse serait publiée en son nom pour faire appel aux sympathies de tous en faveur de la cause des victimes de l'inondation.

Des listes de souscriptions signées du Trésorier et du Secrétaire ont été ou seront remises à tous les membres du comité et à toutes les personnes disposées à donner leur concours pour recueillir des fonds. On trouvera dans une autre colonne la liste des adresser où l'on peut souscrire.

Le comité a décidé que les portears de listes soient invités à verser du 15 au 20 courant, entre les mains du Trésorier, les montants qu'ils auront déjà recueillis à cette époque.

SOUSCRIPTION
EN FAVEUR
des victimes de l'inondation dans le Midi de la France.

Des listes de souscription pour venir au secours des malheureux victimes de l'inondation dans le Midi de la France, sont déposées aux adresses suivantes :

Membres du comité :

Président honoraire : M. le VICOMTE D'ARZAC, consul de France, rue St-Louis ;
Président : FÉLIX LIMET, bureaux de *l'Abeille* rue de Chartres No 73 ;
Vice-présidents : Joseph Girod rue du Maine No 72 ;
Edgar Lanne, Cour Gallier ;
D. Pocheln, rue du Canal No 102 ;
G. Mayhlé, rue Calliope No 33 ;
Alex. Hausse, au City Hotel ;
Th. Foresh, rue Hancock (3e district.)
Hte. Salomon, rue Vieille-Levée No 78 ;
L. Turle, hôtel Washington, à Milneburg ;
P. Tujague, rue de Chartres No 14 ;
D. A. Chaffraix, rue de la Douane No 54 ;
Editeur du *Propagateur Catholique*, rue Royale No 167 ;
Trésorier ; J. B. Camors, rue Tchoupitoulas No 61 ;
Secrétaire : J. B. Mondiegt, banque des Workingmen, rue du Canal No 94 ;
Membres : Ernest Mérill, maison A. Roselman & Co, rue St-Louis ;
Léon Godchaux, rue du Canal No. 81 ;
Jean Schweitzer, rue Royale No. 156 ;
E. Guillemet, rue de la Douane No. 53 ;
A. Anthony, coin Peters et Peters ;
J. F. Dubarry, Marché Dryades ;
Théo. Gollain, coin du Maine et Vieille-Levée ;
Jules Masiaux, coin Poydras et Remparts ;
P. Gendre, rue des Magasins, coin Peniston, (6e district) ;
P. Renaudin, Marché Ste-Marie ;
E. Gregoire, rue Poydras No. 222 ;
J. Bayle, rue de Chartres No. 40 ;
J. Senac, rue Ste-Anne, coin Chartres ;
G. Bonnecarrère, maison Bianche, rue du Canal ;
Arthur Jaric, restaurant Boudro, Milneburg ;
M. Vergniole, rue Decatur No. 73 ;
Ch. Carbon, rue Bienville No 641 ;
P. Marcon, rue Bamboo, coin Poydras ;
John Hirenga, rue Bourbon No 16 ;
H. de Gas, rue Commune No. 131 ;
P. Dutray, Marché Dryades ;
C. Gouzy, rue des Français No. 153 ;
J. Desca, rue Vieille-Levée No. 53, coin Bienville ;
Léon Vallon, rue Gravier No. 183 ;
J. Ségasse, rue Vieille-Levée No 17 ;
R. Laffon de Ladébat ;
A. Walz, rue Conti No. 24 ;
L. Chaplain, rue Royale No. 13 ;
L. Grand, rue Gallier rue Carondelet ;
A. Faris, rue Bourgogne No 88 ;
B. Bobée, marché Tremé ;
Antoine Alciator, rue St. Louis No 67 ;
St. Cyr Fourcade, rue du Canal, coin Remparts ;
F. Carrère, rue Peters No 6 (2e District) ;
André Madibes, marché Poydras ;
A. Jas, rue de Chartres No 105 ;

François Carrazé, aux Abattoirs ;
A. Bonnet, rue Royale No ;
Jacques Alt, encaisseur "Pologne" de Amour ;
Paulin Pétitjur, 84 Jean Baptiste ;
J. Chipot, à Algers ;
A. Dudonnant, Passage de la Bourse No 198 ;

MOUVEMENT DANS LES PAROISSES EN FAVEUR DES VICTIMES DE L'INONDATION.—Nous trouvons dans le *Sucrier de la Louisiane* du 1er juillet, l'appel suivant qui prouve que nos amis des paroisses ne veulent pas rester inactifs en présence de la calamité qui a frappé une partie de la population du midi de la France :

Les Français et amis de la France sont priés de se réunir, vendredi, 2 juillet à 6 heures du soir, en la salle de M. John Emmet, afin de se concerter sur les meilleures mesures à prendre pour venir au secours des victimes de la terrible inondation de la vallée de la Garonne et de l'Adour.

Pour le comité français.

A. DE LA FOREST.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

L'affaire du Docteur Clitson.

Les témoignages, dans la séance d'avant-hier, ont roulé presque tous sur l'épisode des mandats Armstrong émis pour $10,70 en faveur de J. W. Armstrong & Co, pour dépenses éventuelles de la session de 1873. Cette raison sociale de J. W. Armstrong & Co., est un mythe, comme les fournitures que les mandats sont censés représenter. M. Johnson Armstrong papetier à la Nouvelle-Orléans depuis 1865 a déclaré qu'il n'avait jamais connu de John W. Armstrong et qu'il n'avait pas été payé des quelques fournitures de papeterie faites par lui au Sénat et à la Chambre en 1873 et en 1874.

On a donc fabriqué de faux certificats au nom de J. W. Armstrong & Co., et sans que les certificats aient été approuvés par les sergents-d'armes, ils ont été échangés contre les mandats incriminés, qui portaient des endos faux. Aucun des employés des Chambres n'a vu les certificats en faveur de J. W. Armstrong & Co.

Le reproche adressé à l'auditeur est d'avoir émis ces mandats sans s'être assuré de l'authenticité des documents et de l'identité des arcandiers.

La poursuite se propose de prouver que les mandats ont été transférés aux collecteurs de taxes qui les ont apportés à l'auditeur, lequel les a acceptés avec la fausse signature J. W. Armstrong & Co. Les mandats ainsi approuvés par M. Clitson ont été payés par le trésorier.

Dans le cours des déconfitures sur ce sujet, le juge Hawkins a traité d'une façon fort cavalière, en lui enlevant la parole, un des membres les plus respectables du barreau, M. E. H. Marr qui pensait un témoin lui donnait de bonnes raisons convaincantes pour que M. Hawkins a jugé, dans sa sagesse être en dehors de la question. Les membres présents du barreau ont dû être profondément affectés de ce procédé sommaire du juge.

Le témoin Schoitz, premier commis de l'auditeur depuis mars 1873, a déclaré avoir fait les entrées des mandats Armstrong le 18 mars 1874. Il explique les fautures sur les livres en disant qu'il a fait des corrections pour faire concorder les mandats avec les certificats qui avaient été présentés par M. Benham pour le compte de M. Ogleeby. Ces certificats étaient sous enveloppe et le témoin paraît n'avoir examiné que le memorandum qui les accompagnait. La déposition du même témoin indique avec quelle légèreté toutes les opérations étaient pondutes.

Dans l'audience d'hier, M. Scholtz a été de nouveau sur la sellette et il a cherché à exonérer son chef de file en prenant sur lui de la conversion des faux certificats en mandats. Il a avoué qu'il acceptait les signatures sans les connaître et que les mandats étaient délivrés sans examen strict et sérieux sur l'identité des parties et l'authenticité des signatures.

Cette déposition donne lieu à une longue discussion entre l'avocat de M. Clitson, sur le point de savoir si celui-ci est responsable à raison des règlements qu'il a faits avec ses collecteurs.

La séance a continué jusque dans l'après-midi.

Un cancel des chemins de fer.

La première cour de district juge en ce moment un nommé John Thompson, initier à Alger, qui paraît avoir voué une haine avengle au chemin de fer Morgan pour se venger de la mort d'un chien écrasé par un train et de l'obstruction de certains passages que dont il avait l'habitude de servir. Thompson a été vu le 27 avril plaçant des blocs de fer sur la voie, et il est accusé d'avoir mis d'autres obstacles sur le chemin de fer dans la nuit du 26 au 27 février et le 15 avril. Les témoins ont été entendus et le verdict sera sans doute rendu aujourd'hui.

Accident.

Hier matin vers neuf heures et demie, un garçon de 11 ans, Emile Cazan, a été renversé par un wagon d'express à l'encoignure des rues Vieille-Levée et du Maine. Les blessures de l'enfant sont légères. Néanmoins le conducteur du wagon a été arrêté.

Valeurs d'église.

Trois individus accusés d'avoir commis un vol, dans la nuit du 30 juin, dans l'église du docteur Maryham, dans le 4e district, ont été arrêtés.

Gardez vos chiens.

Douze mille sauciesses empoisonnées doivent être distribuées dans la ville. Ceux qui ne tiennent pas à ce que leurs toutous prennent leur part de ces dangereuses friandises, feront bien de leur interdire les promenades dans les rues.

Si l'autorité croit devoir empoisonner les chiens, elle doit veiller avec soin à l'enlèvement des cadavres de ses victimes. On signale un chien mort au coin des rues Dumaine et Johnson.

Rat aux vide d'enfilade.

Les voleurs ne s'adressent pas qu'aux maisons habitées. La maison portant le No 318 rue Ste-Marie, appartenant à Mme Ellen Ford, a reçu la visite d'industriels qui ont enlevé des grilles de cheminée et des conduits de gaz.

Effet de ses blessures.

M. Jules Frère, le peintre, qui était tombé d'un échafaudage d'une hauteur de 20 pieds, a succombé aux suites de ses blessures. M. Frère était le frère d'un artiste peintre qui a un nom connu à Paris.

Les trousses à la rue

Beaucoup de gens ignorent qu'une ordonnance interdit de passer avec des brouettes sur les trottoirs, parce que la dernière était depuis longtemps tombée en désuétude. Mais la police ayant reçu des ordres à ce sujet, les délinquants sont arrêtés et punis suivis. C'est ce qui est arrivé à un marchand de charbon qui brouettait sa marchandise innocemment rue Tremé près de la rue Ste. Anne. Il a appris à ses dépens que les brouettes doivent laisser les trottoirs aux piétons. Avis aux ignorants.

Fugitifs.

Deux jeunes gens, nommés James Riley et Jno. Cave s'étant pris de querelle hier soir à Bonnegingere des rues Canal et Royale, se sont livrés à un pugilat qui a bientôt assemblé une grande foule de curieux. Mais la police a mis fin au combat et a conduit les boxeurs à la station de la place Jackson. Nous pensons qu'ils ont été relâchés un peu plus tard sous caution. La cause de la querelle n'est pas rapportée.

Bateau coulé.

Le bateau à vapeur John Wise, employé pour faire des excursions sur le Canal neuf, entre la Mi-Voie et le Lac, a coulé à 300 yardes de son embarcadère au-dessous du pont Block. Les deux hommes qui avaient la garde du bateau n'ont pas été revus depuis et on craint qu'ils n'aient péri.

Hôpital de Charity.

Du rapport que nous fournit M. A. Johnson, greffier de cette institution, nous extrayons les chiffres suivants pour le mois de juin :

Malades admis :	
Etrangers,	144
Américains,	130 — 274
dont 205 hommes et 69 femmes.	
Malades renvoyés,	191
Décès,	50
Malades restant le 1er juillet, 450, dont 305 hommes et 154 femmes.	

TEMPERATURE.—1er juillet 1875.

Thermomètre de C. DUHAMEL, opticien

	Fahrenheit.	Cent. grade
6 A. M.	75	24
12 M.	87	31
6 P. M.	82	27
	89	32

—Par ordre du directeur-général des Postes, à partir du 1er juillet, un paiera 10 cents, en sus de l'affranchissement ordinaire, pour toute lettre chargée (*registered letter*) à destination de l'étranger ou d'un point quelconque de l'intérieur des Etats-Unis.

Depuis deux ans environ, pour les lettres chargées pour l'intérieur, on n'avait à donner que 5 cents. Le changement annoncé n'est donc rien moins qu'avantageux et il sera froidement accueilli par les intéressés.

A nos Abonnés des campagnes.

Nous sommes obligés de payer à la Nouvelle-Orléans, depuis le 1er janvier 1875, d'après la nouvelle loi du Congrès, le port de tous les journaux que nous expédions à nos abonnés de l'intérieur. Cependant à ces derniers, à qui leur poste locale ne pourra plus rien réclamer, de nous rembourser, on de nous payer le port en même temps que le prix de l'abonnement.

Le port est de 10 cents par mois, pour l'édition quotidienne, et de 26 cents par an pour l'édition hebdomadaire.

Les maîtres de poste ainsi que nos agents devront donc se faire payer ce montant additionnel et nous le transmettre en même temps que le prix de l'abonnement.

SYMPATHIES AMÉRICAINES POUR LES INONDÉS DU MIDI DE LA FRANCE.—Nous sommes heureux de reproduire les extraits suivants d'articles du *Herald* et du *World* sur les inondations :

Il est douloureux, dit le *Herald*, de lire le récit des terribles désastres causés par l'inondation de la vallée de la Garonne. Il est impossible de juger exactement de l'étendue de la calamité ; mais, d'après les dépêches reçues de Paris, le nombre des personnes qui ont péri est jusqu'ici de plus de mille. Bordeaux a été menacée par la crue de la Gironde, mais on croit que la riche et belle ville n'en éprouvera pas de dommage sérieux. Il semble que le fleuve a été gonflé par les torrents descendus des Pyrénées, et qu'il a balayé tout ce qui se trouvait sur son passage, maisons, récoltes et créatures humaines. Pour une calamité comme celle-là il ne peut naturellement y avoir que de très sincères sympathies. Il serait bon de la part de notre peuple de montrer l'estime qu'il fait de l'amitié des Français en envoyant des contributions aux infortunés résidents du littoral ravagé.

De son côté, le *World* s'exprime ainsi : "Nous apprenons avec plaisir que les Anglais et les Américains résidant à Paris ont ouvert une souscription en faveur de la population affligée par une si cruelle calamité. Les Pyrénées sont devenues plus que jamais depuis quelques années le rendez-vous des voyageurs anglais et américains à la recherche du plaisir et de la santé, et il y a sans doute aujourd'hui des centaines de nos lecteurs dont le cœur se serre en pensant à la désolation qui vient de s'étendre sur un moment sur les belles vallées sur les charmants villages de cette romantique région. Quand nous nous rappelons la promptitude et la cordialité avec lesquelles les Français ont offert leur assistance aux habitants de notre grande ville de Chicago, lorsqu'elle a été réduite en cendres, nous espérons que nos compatriotes, en cette occasion, montreront pour les nôtres autant de promptitude et de cordialité.

Le résultat matériel d'une telle manifestation ne sera peut-être pas très important, car la France est assez riche et assez bienfaisante pour accomplir par elle-même et avec ses propres ressources tout ce qu'il est juste et sage de faire pour adoucir le rude coup porté à la population d'une partie de son beau et florissant domaine. C'est par des semblables témoignages de sympathie et de bonne volonté que les nations se rapprochent les unes des autres, et qu'elles parviennent à corriger et à vaincre les préjugés créés par la distance et la différence de race et de langage. Maintenant que nous faisons tant d'efforts pour engager les nations de l'Europe à nous donner leur coopération du centenaire de notre indépendance nationale, il sera peut-être aussi sage que généreux d'envoyer de l'autre côté de l'Océan une juste preuve du sentiment qui nous anime à l'égard des populations souffrantes."

QUESTIONS DE NATIONALITÉ.—Nous lisons dans le *Messager franco américain* :

Nous recevons de M. le consul général de France la lettre suivante, intéressante pour les personnes qui doivent choisir entre la qualité de Français et celle d'étranger :

New-York, le 25 juin 1875.

Monsieur le Directeur,

L'article 1er d'une loi votée le 16 décembre 1874 par l'Assemblée Nationale déclare Français l'individu né en France d'un étranger qui lui même y est né, à moins que, dans l'année qui suit celle de sa majorité, il ne réclame, en personne ou par mandataire spécial, la qualité d'étranger, soit devant un officier de l'Etat civil en France, soit devant un des agents diplomatiques ou consulaires français investis de cette fonction.

En vertu de cet art. il de la même loi, les intéressés peuvent renoncer par anticipation, devant les mêmes autorités, au droit de revendiquer leur nationalité d'origine, mais cette faculté est limitée à trois des aînesux, savoir :

1° L'engagement volontaire dans les armées de terre et de mer ;

2° L'engagement conditionnel d'un an conformément à la loi du 27 juillet 1872 ;

3° L'entrée dans les écoles du gouvernement à l'âge fixé par les lois et règlements.

En me communiquant ces dispositions, M. le ministre des Affaires étrangères m'invite à les mettre à votre connaissance afin que ceux qui reçoivent leur application et je vous serai obligé, Monsieur, de faire savoir aux intéressés, par la voie de votre journal, que le Consulat de France à New York tient à leur disposition tous les éclaircissements qu'ils peuvent désirer obtenir sur cette question.

Veuillez agréer, etc.

A. L. DE LA FOREST.

Un point de droit international des plus intéressants vient d'être soumis à l'attorney général par le département d'Etat. Il y a un certain temps déjà, un allemand du nom de Steneberg émigra aux Etats-Unis, vint s'établir à St Louis et s'y fit naturaliser citoyen américain. Durant son séjour en Allemagne, il avait laissé un fils qui est aujourd'hui en âge de porter les armes. Steinebery n'en retourna en Allemagne, et reprit la qualité de sujet allemand. Tout récemment le jeune Steinebery, qui maintenant a vingt ans, a été appelé comme soldat dans l'armée allemande.

Il conteste au gouvernement allemand le droit d'exiger de lui le service militaire, se fondant sur ce qu'il est, par droit de naissance, citoyen américain et il invoque la protection du département d'Etat. Il établit qu'il n'a jamais renoncé à la qualité de citoyen américain et que, de la part des Etats Unis, s'est effectué alors qu'il ne nouvait exprimer sa volonté. Aucun cas de ce genre ne s'est encore présenté, et l'attorney général discute cette question comme une des plus importantes et des plus compliquées.

LES PRÉPARATIFS BELLIQUEUX DE L'ALLEMAGNE.—On écrit de Metz le 13 juin au *National* :

Je viens d'aller passer une quinzaine de jours à Metz ; je voulais me rendre compte *de visu* des travaux exécutés par les Allemands ; je voulais me rendre compte aussi de l'état de l'armée allemande, de son esprit, et, s'il était possible, des dangers que court la paix. Comme Saint Thomas, moi qui avais pu croire aux bruits de guerre, j'ai dû me convaincre de l'évidence. Tous les officiers étaient prêts à entrer en campagne ; deux en congé étaient rentrés au régiment, et déjà la compagnie les disposait à aller les remplacer à Paris. Au point de vue de ma curiosité satisfaite, je suis enchanté de mon voyage ; je ne puis dire que je sais tout, car toutes les portes de leurs établissements ne s'ouvrent pas devant nous. Mais, d'après les renseignements que j'ai recueillis et d'après ce que j'ai vu, leurs préparatifs sont terribles. On ne voit que voitures de poudres, qu'on emploie toute espèce, que canons ; enfin, il règne une activité fiévreuse, absolument comme si l'on était à la veille de la guerre. Si beaucoup de paisibles bourgeois craignent tous pensant que la guerre n'est que retardée, et que Bismark trouvera bien un prétexte pour nous envahir. Nos milliards les affriandent également. C'est toujours la question religieuse qui les exaspère :

Quant à leur situation militaire, elle est formidable ; ils sont unifiés dans les moindres progrès ; ils ne parlent que de réformes. Tout ce que nous réclamons est passé chez eux à l'état de faits accomplis, et, en dépit de ce qu'ils disent, ils ne sont pas satisfaits, ils ne parlent que d'accentuer encore leurs moyens d'action. J'ai choisi leurs manœuvres, j'ai écouté leurs officiers qui travaillent à démolir les tactiques et les chefs. Mais ce qu'il y a de plus curieux, c'est qu'ils n'ont renseigné avec des détails inouïs sur tout ce qui s'était fait en France, que tout le monde ignore en France et que savent les moindres officiers prussiens. J'ai pu constater encore leurs espions, leur système de fabrication du matériel et qui opère dans nos forges des Ardennes. L'espionage est vraiment organisé chez eux d'une manière admirable.

Je ne puis trop vous répéter que la France est formidable et qu'évidemment elle a fait depuis la dernière guerre de nombreux perfectionnements dans son armement et dans la préparation de la guerre à laquelle nous étions loin de nous attendre et dont nous n'avons été préservés que par la vigilance de l'Europe.

Cette attitude de l'Europe est un élément nouveau dans sa situation, et on est en droit d'espérer qu'il sera d'un poids suffisant pour faire pencher la balance dans le plateau de la paix.

Toutefois il faut que la France agisse avec une très grande prudence, et que ses préférences pour la paix se traduisent par une attitude digne, mais qui ne puisse pas de fournir tout prétexte de querelle à l'adversaire qui s'empresserait de mettre à profit ce prétexte, et qui tenterait, évidemment, de prouver à l'Europe que l'agression ne vient pas de lui.

On sait quel est le plus maître en cette matière.

—Dernièrement un gourmet de cafe racontait à son cercle qu'il recevait de la Martinique un mélange incomparable. Il ajoutait que, de temps en temps, il envoyait à ses connaissances, il n'y avait pas meilleur au monde. Quelques amateurs hochèrent la tête.

—Eh bien ! dit le gentleman au mélange, nous mettrons d'abord en recoit demain. On le grillera à votre intention et vous verrez.

Le lendemain, à l'heure dite, le café est servi. Les incrédules se dégustent ; ce renferment en silence, puis, après quelques claquements de la langue, lèvent les yeux au plafond.

L'enthousiasme triomphant s'adresse alors à Jean, qui maître d'hôtel.

—A quelle heure le ballon de café est-il venu du chemin de fer ?

Monsieur, répond Jean un peu embarrassé, nous avons attendu toute la journée, et comme le café n'arrivait pas, la cuisinière en a emprunté une demi-livre au marchand de vin du coin !

—36—

La santé est une chose capitale.—Qui peut en douter ? Ne voyons nous pas tous les jours les hommes vigoureux, ayant une bonne tête marcher à la fortune, et les faibles rester en route ? La santé donne l'énergie et la force. Ce qu'une intelligence active conçoit, un corps sain promptement l'exécute. L'homme fort surmonte un bond les difficultés qui arrêtent l'invalide. Si nous voulons réussir, ayons d'abord une bonne santé. La première chose à faire pour arriver à cela, c'est de rallier les forces dispersées du système. Comme rénovateur du pouvoir vital en désarroi, la tonique des "Hostetter's Stomach Bitters" est (illisible) recommandé de préférence à tous les autres toniques et as apéritifs et est le sujet de démonstrations quotidiennes. Mais c'est beaucoup plus qu'un ami, le restaurateur de la force physique ; c'est un puissant remède pour les irrégularités du corps, particulièrement de l'estomac, des intestins et du foie, et un préventif certain contre les maladies causées par des miasmes, l'eau impure, l'éparpillement. Les "Hostetter's Stomach Bitters" en combattent les mauvais effets d'une manière invariable.

Dès 4h 46 hier, 1er juillet, à cinq heures et demie, A. M. LOUIS JULES FRÈRE, âgé de cinquante ans et deux mois, né à Paris, France. Ses amis et connaissances sont priés d'assister à ses funérailles qui auront lieu, aujourd'hui, vendredi, à trois heures précises P. M.

Le convoi partira de sa dernière demeure, rue Orléans No 166, près Rampart.

De la part de ses enfants et de la famille Pascual.

Les Officiers et les membres de l'Association des Artisans et des Travailleurs sont priés d'assister aux funérailles de notre frère LOUIS JULES FRÈRE, décédé hier à 4 heures, le corps est exposé rue d'Orléans, No 166. L'enterrement aura lieu aujourd'hui vendredi à trois heures précises P. M.

W. J. TONGUET, président.

Décédée hier, à 4 heures et demie de l'après midi, à l'âge de cinquante-neuf ans, Dame OVIDNAC DORVILLE, née Marie Desbrosse, native de St Yago de Cuba. Ses amis et connaissances, ceux de sa famille et des familles Peuch et McConnell sont priés d'assister aux funérailles qui auront lieu aujourd'hui, vendredi, à cinq heures P. M. Le convoi partira de la maison mortuaire rue Ste Anne, No 236, entre Robertson et Claiborne.

Pavez vos Licences.
On les délivre à très bas prix
—CHEZ—
J. BRETTE,
14 - - rue St. Charles, - - 14

Société d'Instruction Espagnole de Bienfaisance Mutuelle. — Assemblée Générale. — Les membres que composent cette société se trouvent priés d'être réunis dans le local de l'Ecole Espagnole, le Dimanche 4 juillet courant, à 5 del corriente hora, à 5 heures de l'après-midi, en Assemblée Générale Ordinaire, afin de procéder à la nomination des officiers qui devront diriger la Société pendant l'année 1875.

Se requiere la mayor puntualidad.

Par ordre del Presidente,
José MUNIZ, V. PLANILLAS,
Secretario. 1er juillet—2t

Graines d'Oiseaux.

BON et à vendre par JOSEPH BARRA.
253 Vieille Levée—30 sacs "Canary Seed."
2juil—6t

Billet volé.

Il a été volé un billet de soixante-dix piastres, à un ex-soldat par Jean Lasna, à Pontreville au Fauxbourg Marigny. La police est par le présent avisé, prie de ne pas le négocier.
2juil—1t

WORKINGMEN'S BANK.
DÉPARTEMENT DES ÉPARGNES.
No 74 de la rue du Canal.

L'intérêt des dépôts, pour les six derniers mois sera payé, sur demande, à dater du 1er juillet 1875.

J. B. MONDIEGT, Caissier.
1er juil—2t

Banque Nationale de la Louisiane.—Nlle Orléans, le juin 1875.—A une réunion des directeurs, un dividende de cinq pour cent sur le capital a été déclaré payable aux actionnaires, sur demande, à dater du 1er juillet prochain.

A. LERIA,
1er juil—6t Caissier.

Bureaux de la compagnie du chemin de fer de la Nlle Orléans et de Carrollton.—Nlle Orléans, 30 juin 1875.—Le Conseil, à une réunion spéciale des directeurs, a déclaré un dividende de cinq pour cent, payable à ses bureaux, les derniers mois et après le 1er juillet prochain.

H. MCBRIDE,
1er juil—3t Secrétaire.

LAIT PUR.

LAIT à 40 cents le gallon pour les familles.

Bien le remettre pour les établissements, s'adresser à
E. F. SIOTO,
1er juillet—6t 47, rue Moreau.

Envoyés Gratis,

Pendant une année, toutes les semaines, le rapport financiers contenant le prix des actions de
LA BOURSE DE L'ECHANGE de New York
et de précieux statistiques indiquant comment $20, $100, $500 ou $1000 placés dans ces valeurs donnent des bénéfices plus ou moins considérables. Les person